

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 09/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

BUESA SAS

ZI de l'Aspre
parcelle AS 1184
30150 Roquemaure

Références :
Code AIOT : 0006606599

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/12/2022 dans l'établissement BUESA SAS implanté ZI de l'Aspre parcelle AS 1184 30150 Roquemaure. L'inspection a été annoncée le 21/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Première inspection suite à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 juin 2020

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BUESA SAS
- ZI de l'Aspre parcelle AS 1184 30150 Roquemaure
- Code AIOT : 0006606599
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BUESA exploite, sous le régime de l'autorisation depuis le 26 juin 2020, une installation de transit de déchets dangereux amiantés (quantité présente jusqu'à 50 tonnes) sur le site au 2, avenue de l'Aspre, ZI de l'Aspre 30150 Roquemaure.

L'activité consiste en un accueil et regroupement de déchets d'amiante (déchets liés, non-liés ou en

mélange) conditionnés conformément à la réglementation pour empêcher toute dispersion par voie aérienne, en provenance des chantiers de désamiantage de BUESA (dans le cas des chantiers où l'amiante ne se trouve pas en quantité suffisante pour permettre un acheminement direct du déchet vers les installations dédiées à son élimination).

Le site consiste en un bâtiment d'atelier de réparation d'engins, et du local destiné au transit de déchets dangereux amiantés.

L'installation est une pièce fermée de 97 m² avec une dalle béton étanche, un mur REI 60, avec une entrée indépendante située à l'opposé de celle de l'atelier.

Le site se situe dans la zone industrielle de l'Aspre sur la commune de Roquemaure.

Ainsi, les entreprises voisines sont :

- immédiatement à l'est, TATEX (filiale de FEDEX France), entreprise de transport, au nord, un autre transporteur: GLS.
- Au nord-est, G'Plast'it, une entreprise de fabrication de plastique
- Au sud, de l'autre côté de la route qui dessert la ZI de l'Aspre, une installation de la SNCF liée à la Ligne LGV en contrebas.

Les déchets contenant de l'amiante liée (fibrociment, principalement) dont l'intégrité est conservée sont envoyés en ISDND, dans le centre de VALORIDEC à Carcassonne. Tous les autres déchets sont envoyés soit vers le centre de stockage de déchets dangereux de SUEZ RR IWS FRANCE à Bellegarde soit vers le centre de vitrification d'INERTAM à Morcenx (Landes).

A l'opposé de l'activité relative aux déchets amiantés, l'exploitant possède une station-service pour ses véhicules, qui constitue une activité classée au titre des ICPE sous le régime de la déclaration.

L'exploitant est susceptible de recevoir des déchets non dangereux en quantités inférieures au seuil de classement ICPE pour des besoins ponctuels.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- récollement à l'arrêté préfectoral d'autorisation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
19	Comportement au feu	Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 5.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
25	Moyens de lutte contre l'incendie.	Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 5.5.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Liste des installations concernées	Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 1.2.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Origine géographique des déchets admis dans l'installation	Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 1.2.4	/	Sans objet
3	Destination des déchets après tri et regroupement	Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 1.2.5	/	Sans objet
4	Nature des déchets admis et interdits	Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 1.2.6	/	Sans objet
5	Réglementation applicable	Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 1.6.1	/	Sans objet
6	Clôture.	Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 2.1.2	/	Sans objet
7	Signalétique de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 2.1.4	/	Sans objet
8	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 2.1.5	/	Sans objet
9	Surveillance	Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 2.1.7	/	Sans objet
10	Formation et information du personnel	Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 2.2.2	/	Sans objet
11	Établissement de procédures	Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 2.2.3	/	Sans objet
12	Intégration dans le Paysage	Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 2.3.1	/	Sans objet
13	Conditionnement de l'amiante	Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 3.1.2	/	Sans objet
14	Démarche préalable à toute admission de déchets	Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 3.1.3	/	Sans objet
15	Contrôle des déchets à l'arrivée	Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 3.1.4	/	Sans objet
16	Registre d'admission, d'expédition et de refus des déchets reçus et traités	Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 3.1.6	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
17	bordereaux électroniques	Code de l'environnement du 01/01/2022, article Article R. 541-45	/	Sans objet
18	registre national des déchets	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43	/	Sans objet
20	Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site	Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 5.2.2.2	/	Sans objet
21	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 5.3.1	/	Sans objet
22	Risque foudre	Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 5.3.2	/	Sans objet
23	Risques de déconditionnement lors de la manutention	Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 5.3.3	/	Sans objet
24	Détection incendie.	Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 5.5.1	/	Sans objet
26	Moyens d'intervention et de maintenance.	Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 5.5.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est constaté la présence d'un seul poteau incendie à moins de 100 m de l'installation alors que l'arrêté préfectoral d'autorisation en prescrit deux. De plus, le débit de celui-ci est très insuffisant. Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure de respecter cette prescription est joint au présent rapport.

Par ailleurs, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier des caractéristiques de tenue au feu des murs du local amiante. Une lettre préfectorale de suites est transmise en conséquence.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations concernées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations concernées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 2718 Autorisation : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne Quantité : 50 t de déchets amiantés présente dans local fermé de 97 m ² 1434 Déclaration: Liquides inflammables, fiouls lourds 1435 Déclaration : Stations-service
Constats : Il est constaté que les installations correspondent à la liste des installations autorisées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Origine géographique des déchets admis dans l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 1.2.4
Thème(s) : Situation administrative, Origine géographique des déchets admis dans l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets reçus sur le centre de Roquemaure respectent les dispositions du plan régional de gestion et d'élimination des déchets de la région Occitanie, en vigueur. L'ensemble des déchets provient : <ul style="list-style-type: none"> • principalement de la région Occitanie et des départements limitrophes ; • des régions Provence-Alpes-Côte-D'azur, Corse, Auvergne-Rhône-Alpes, des départements de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, du Lot-et-Garonne, des Pyrénées-Atlantiques et de la principauté de Monaco ;
Constats : Il apparaît sur le registre des déchets entrants que l'origine géographique des déchets est : le Gard, les Bouches du Rhône, le Vaucluse, la Drome et le Var. Ces départements font partie de la zone de chalandise autorisée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Destination des déchets après tri et regroupement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 1.2.5
Thème(s) : Situation administrative, Destination des déchets après tri et regroupement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets qui transitent par le centre de Roquemaure sont expédiés dans des installations dûment autorisées pour le traitement de ces déchets suivant le principe de proximité et dans le respect des dispositions du plan régional de gestion et d'élimination des déchets de la région Occitanie.
Constats : Le seule exutoire utilisé par l'exploitant est le site d'enfouissement de Bellegarde qui est aussi le plus proche.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Nature des déchets admis et interdits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 1.2.6
Thème(s) : Situation administrative, Nature des déchets admis et interdits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Déchets admis Les déchets qui peuvent être admis dans l'installation sont : <ul style="list-style-type: none">• les déchets d'amiante :<ul style="list-style-type: none">◦ déchets de matériaux contenant de l'amiante de tout type (flocages, calorifugeages, faux plafonds seuls ou en mélange avec d'autres matériaux et d'autres déchets non décontaminés sur place sortant de la zone confinée...);◦ déchets issus du nettoyage (résidus de traitement des eaux, poussières collectées par aspiration, boues, débris et poussières...);◦ déchets de matériels et d'équipements (sacs d'aspirateurs, outils et accessoires non décontaminés, filtres usagés du système de ventilation, bâches, chiffons, matériels de sécurité, masques, gants, vêtements jetables...).• Les déchets non dangereux et dangereux issus des chantiers de démolition-désamiantage en quantité diffuse et inférieure au seuil de déclaration des rubriques concernées de la nomenclature des ICPE. Déchets interdits Sont interdits : <ul style="list-style-type: none">• les déchets à radioactivité naturelle renforcée ;• les déchets dangereux ultimes (hors amiante) tels que définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.
Constats : Il est constaté que le site ne reçoit que des déchets d'amiante.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Réglementation applicable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative, GEREP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive): 31/01/08 Arrêté modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets (GEREP)
Constats : La déclaration GEREP a été faite en 2022 et ne présente pas d'anomalie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Clôture.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 2.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Afin d'en interdire l'accès, le site est entouré d'une clôture défensive de 2 m de hauteur au moins. Toutes les issues sont fermées à clef en dehors des heures d'exploitation.
Constats : Il est constaté que le site est entouré d'une clôture défensive de 2 m de hauteur au moins. L'exploitant déclare que toutes les issues sont fermées à clef en dehors des heures d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Signalétique de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 2.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Signalétique de l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A proximité immédiate de l'entrée principale est placé un panneau de signalisation et d'information sur lequel sont inscrits, dans l'ordre suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la mention « Installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation au titre du code de l'environnement » • la désignation des installations , • les références et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; • la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ; • les jours et heures d'ouverture ; • la mention « Accès interdit sans autorisation ». • la mention « Informations disponibles auprès de ... » • le numéro de téléphone du service départementaux d'incendie et de secours, de la gendarmerie, de la préfecture et de la mairie. <p>Les panneaux sont en matériaux résistants, les inscriptions sont indélébiles et nettement visibles.</p>
Constats : Il est constaté la présence d'un panneau à l'entrée du site juste après le portail comportant l'ensemble des informations prescrites.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 2.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.</p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.</p>
<p>Constats : La procédure gestion du local (DM-P-86) du 08/04/2021 est présentée et transmise. Cette procédure ne comporte pas la nécessité d'un permis feu pour les intervention le nécessitant, il convient de l'ajouter</p> <p>Procédure chargement et déchargement (DM-P-85) du 08/04/2021 est présentée et transmise.</p>
Observations : Il convient d'ajouter la nécessité d'un permis feu à la procédure gestion du local (DM-P-86)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 2.1.7
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La surveillance des installations dangereuses pour les personnes ou l'environnement permet de garantir la sécurité des personnes et des biens.</p> <p>La surveillance des installations, situées à l'intérieur de bâtiments, peut être remplacée par une installation de détection d'incendie reliée à une société de télésurveillance agréé ou à un système d'astreinte du personnel.</p> <p>L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer.</p> <p>Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même, ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité, puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin.</p>
<p>Constats : Monsieur Jérémie schouiwtzer (chef d'atelier) est la personne nommément désigné pour la surveillance de l'installation par l'exploitant.</p> <p>Il est constaté la présence d'une détection incendie.</p> <p>Il y a un contrat de télésurveillance avec Chubb. Cette télésurveillance renvoie vers 3 contacts téléphoniques.</p> <p>Les contrôles annuels sont réalisés par Jérémie schouiwtzer (chef d'atelier)</p>
Observations : Il convient de formaliser une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Formation et information du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 2.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Formation et information du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La formation du personnel travaillant à des postes pouvant avoir un impact significatif sur l'environnement est dispensée, chacun pour ce qui concerne le ou les postes qu'il peut être amené à occuper.</p> <p>Le personnel est informé sur le fonctionnement de l'établissement vis-à-vis des obligations touchant à la sécurité et à la protection de l'environnement, et sur la nécessité de respecter les procédures correspondantes.</p> <p>Une vérification de la bonne prise en compte de toutes ces informations est périodiquement assurée.</p> <p>De plus, l'exploitant informe les sous-traitants, fournisseurs et, plus généralement, tout intervenant sur le site, des procédures mises en place.</p>
<p>Constats : C'est l'encadrement de chantier qui gère le déchargement formé section 3 Risques d'exposition à l'amiante (Articles R4412-94 à R4412-148 du code du travail).</p> <p>Le tableau de suivi de formation est présenté et transmis.</p> <p>Un test de situation d'urgence a été réalisé le 15 octobre 2021. Le compte rendu présenté et transmis</p> <p>La fiche information du personnel du 8/07/2019 est présenté</p> <p>Un test de situation d'urgence (déversement big bad) a été réalisé le 7 mars 202. Le compte rendu présenté et transmis.</p> <p>La causerie (MAN-E153) du 08/07/2019 est présentée et transmise.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Établissement de procédures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 2.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Établissement de procédures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures sont établies pour l'admission et le suivi des déchets et pour toutes les activités qui peuvent avoir un effet significatif sur les performances relatives aux différents points réglementés dans l'arrêté d'autorisation, et plus généralement, sur l'environnement au sens de la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Ces procédures sont écrites avec la participation des opérateurs afin qu'elles correspondent à la réalité des moyens mis à leur disposition. Ces procédures permettent au personnel d'agir de telle sorte que l'impact sur l'environnement, résultant de la mise en œuvre sur le site des produits et procédés, soit réduit le plus possible.
Constats : La procédure gestion du local (DM-P-86) du 08/04/2021 est présentée et transmise.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Intégration dans le Paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 2.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Intégration dans le Paysage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les espaces résiduels sont engazonnés et des arbres et arbustes sont plantés à raison 1 tous les 2 places de stationnement minimum, sauf la partie Nord-Ouest, laissée en l'état mais entretenue. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, boues, déchets. Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues sont mis en place en tant que de besoin. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement).
Constats : Il y a des plantes autour du parking. Un haie a été plantée au nord du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Conditionnement de l'amiante

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 3.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Conditionnement de l'amiante
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'amiante est conditionnée sous double conditionnement : <ul style="list-style-type: none">• Déchets de grande dimension : conteneur GRV sous double enveloppe, portant le sigle « AMIANTE », la première enveloppe étant lacée en sortie de zone contaminée avant second emballage ;• Déchets de petites dimensions : 2 sacs polyéthylène transparents de résistance suffisante, avec le sigle « AMIANTE », fermés de manière à être étanches aux particules, le premier sac étant lavé en sortie de zone contaminée avant d'être mis dans le second sac, placé dans un big-bag de 500 kg agréé selon la norme H34 012. Le conditionnement est identifié et fermé au moyen d'un scellé numéroté. Le scellé mentionne le numéro Siret de l'entreprise qui a conditionné le déchet d'amiante et un numéro d'ordre permettant l'identification univoque du conditionnement. Ce conditionnement permet d'assurer qu'aucune fibre d'amiante n'est susceptible d'être émise dans l'atmosphère lors du transport, du chargement / déchargement des déchets sur le site.
Constats : Le conditionnement est décrit dans la procédure de la procédure gestion du local (DM-P-86) du 08/04/2021 qui est présentée et transmise et dans le plan de retrait.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Démarche préalable à toute admission de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Démarche préalable à toute admission de déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets acceptés sur le site seront exclusivement les déchets issus des chantiers de démolition-désamiantage réalisés par BUESA, transportés par BUESA ou par un prestataire missionné par BUESA depuis les lieux de production de ces déchets (chantiers de démolition-désamiantage) jusqu'au local de regroupement et de transit des déchets d'amiante. Avant expédition, ils sont conditionnés comme décrit au 3.1.2 ci-avant. Le tonnage est déterminé à partir du volume de déchets conditionnés et de leur masse volumique (connue). Ainsi, l'origine, la nature et la quantité des déchets admis sur le site sont connues dès la production de ces déchets. Ils font l'objet d'un bordereau de suivi indiquant : <ul style="list-style-type: none">• le nom et les coordonnées du producteur des déchets ;• l'origine des déchets ;• le libellé ainsi que le code à 6 chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R541-8 du Code de l'Environnement ;• la destination des déchets ;• les quantités de déchets concernés ;• les moyens de transport de ces déchets. Ce bordereau de suivi est signé par le producteur de déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. Il atteste la conformité des matériaux à leur destination.
Constats : Tous les transferts de déchets sont enregistrés sur Trackdéchet et font l'objet d'un BSD. Le Bordereau de suivi de déchets dangereux contenant de l'amiante BSDA-20220928-WK6XCW1T8 est présenté et conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Contrôle des déchets à l'arrivée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 3.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des déchets à l'arrivée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque chargement de déchets fait l'objet d'une inspection visuelle avant ou après le déchargement. Les éléments à recueillir lors de la vérification sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">• le chargement est accompagné d'un bordereau de suivi de déchets amiantés (BSDA) ;• les déchets d'amiante arrivent sur site en double conditionnement ;• le conditionnement est identifié et fermé au moyen d'un scellé numéroté. Le scellé mentionne le numéro Siret de l'entreprise qui a conditionné le déchet d'amiante et un numéro d'ordre permettant l'identification univoque du conditionnement En cas de non-présentation de l'exemplaire original d'un des documents de suivi ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, le chargement est refusé. L'exploitant adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard 12 heures après le refus, une copie de la notification motivée du refus au producteur, ou détenteur, du déchet et, si nécessaire, aux différents intermédiaires notés sur le bordereau de suivi. La notification de refus indique au minimum les renseignements suivants : <ul style="list-style-type: none">• la date du refus,• les références du producteur,• la nature du déchet avec indication du code de la nomenclature des déchets,• les références du transporteur,• la quantité estimée en tonnes,• le motif du refus,• les modalités de retour du déchet et les références du destinataire. Un registre où sont consignés les déchets refusés par l'exploitant est ouvert et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : La procédure de chargement et de déchargement DM-P-85 du 08/04/2021 prévoit différents points.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Registre d'admission, d'expédition et de refus des déchets reçus et traités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 3.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Registre d'admission, d'expédition et de refus des déchets reçus et traités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre chronologique d'admission, d'expédition et de refus et des déchets qu'il reçoit sur le site conformément aux dispositions en vigueur en matière de contrôle des circuits de traitement des déchets. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 à R. 541-46 du code de l'environnement :</p> <p>avec notamment, pour chaque livraison :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la date et l'heure de réception du déchet ; • la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) • la quantité du déchet ; • le lieu de provenance et l'identité du producteur du déchet ou de la (ou les) collectivité(s) de collecte (nom, adresse, numéro SIRET) ; • le cas échéant, le nom et l'adresse des installations où les déchets ont été préalablement triés, entreposés, regroupés ou traités depuis leur production ; <ul style="list-style-type: none"> • les informations relatives au(x) transporteur(s) du déchet (identité, numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement, numéro d'immatriculation du véhicule transportant les déchets) ; • le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ; • les informations relatives au traitement opéré sur le déchet, avec : <ul style="list-style-type: none"> ◦ la date de délivrance de l'accusé de réception ou de la notification de refus et, le cas échéant, le motif de refus ; ◦ la date de réalisation de l'opération de traitement ; ◦ le code du traitement selon les annexes I et II de la directive n°2008/98/CE du Parlement européen et du conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives ; ◦ la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement. <p>avec notamment, pour chaque expédition :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la date et l'heure de réception du déchet ; • la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) • la quantité du déchet ; • le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ; <ul style="list-style-type: none"> • les informations relatives au(x) transporteur(s) du déchet (identité, numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement, numéro d'immatriculation du véhicule transportant les déchets) ; • le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ; • les informations relatives au traitement opéré sur le déchet, avec : <ul style="list-style-type: none"> ◦ la date de délivrance de l'accusé de réception ou de la notification de refus et, le cas échéant, le motif de refus ; ◦ la date de réalisation de l'opération de traitement ; ◦ le code du traitement selon les annexes I et II de la directive n°2008/98/CE du Parlement européen et du conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives ; • la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement. <p>Les documents (registres et justificatifs) sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés. Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.</p>

Constats : L'exploitant tient à jour un registre chronologique d'admission, d'expédition et de refus et des déchets qu'il reçoit sur le site conformément aux dispositions en vigueur en matière de contrôle des circuits de traitement des déchets qui comporte l'ensemble des éléments réglementaires.
Observations : Il n'y a pas de continuité des BSDA lors d'un regroupement d'EPI. Il conviendrait d'améliorer ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : bordereaux électroniques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article Article R. 541-45
Thème(s) : Actions nationales 2022, Traçabilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets.
Constats : Trackdéchet est maintenant utilisé systématiquement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : registre national des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43
Thème(s) : Risques chroniques, registre national des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.
Constats : L'exploitant ne connaît pas les modalités pratique de transmission sur le registre national des déchets et de ce fait ne l'a pas fait. Ce constat constitue une non-conformité à l'article R.541-43 du code de l'environnement. Cependant, conformément aux consignes ministérielles, une tolérance est accordée sur l'application de cet article jusqu'au 31/12/2022 et aucune suite n'est donc proposée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Comportement au feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 5.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les cloisons intérieures du bâtiment (qui font la séparation avec l'atelier) présentent à minima les caractéristiques de comportement au feu pris en considération dans l'étude de dangers à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Murs en parpaings et planchers de résistance au feu REI 60 • Portion du mur Ouest du local amiante (Partie haute de la cloison de résistance au feu REI 30 sur structure métallique R15) - renforcée de façon à atteindre la résistance au feu REI 60 <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les murs intérieurs de la cellule de stockage des déchets d'amiante présentent un degré REI 60 jusque leur jonction avec la toiture. L'exploitant vérifie ce point avant la mise en exploitation de la cellule et consigne cette vérification au titre de l'article 1.3.2 ci-avant.</p>
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect de cette prescription lors de l'inspection.
Observations : Il est nécessaire de fournir la justification du DOE.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 20 : Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 5.2.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'établissement est en permanence accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Une « voie engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'établissement. Cette voie permet l'accès des engins de secours des sapeurs-pompiers et les croisements de ces engins.</p> <p>La « voie engins » présente les caractéristiques minimales ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Largeur minimale de la voie : 4 mètres, • Largeur minimale de la bande de roulement : 3,50 mètres, • Rayon intérieur des tournants : R = 11 mètres minimum, • Pente inférieure à 15%, • Hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de 3,50 mètres de hauteur (passage sous voûte), <p>La voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu ceux-ci étant distants de 3,60 mètres au minimum.</p>
Constats : Il est constaté la présence d'une « voie engins » est dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'établissement. Cette voie permet l'accès des engins de secours des sapeurs-pompiers et les croisements de ces engins.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 5.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées. Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.</p>
Constats : Le dernier contrôle des installation électriques est présenté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 22 : Risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 5.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation relevant de la rubrique 2718 à autorisation, les dispositions relatives à la prévention du risque foudre fixées par l'arrêté ministériel du 19 juillet 2011 modifiant l'arrêté du 04 octobre 2010 relatif aux risques accidentels sont applicables.</p>
<p>Constats : L'analyse du risque foudre réalisée par RG consult le 01/02/2018 (RGC 23562) est présentée. L'étude foudre réalisée le 01/02/2018 par RG consult (RG 23563) conclut à la nécessité d'un para foudre de type 2. Il y a la notice de vérifications. La vérification initiale RGC 24 069 du 20/11/2018 est sans réserve La vérification périodique électrique COVETECH contrôle ERT 1827 du 7 janvier 2021 est présentée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 23 : Risques de déconditionnement lors de la manutention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 5.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risques de déconditionnement lors de la manutention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre toute disposition lors des opérations de manutention pour : <ul style="list-style-type: none">• prévenir de l'altération de l'étanchéité des sacs et des big-bags ;• limiter les envols de poussières amiantées en cas de rupture de l'étanchéité des contenants. L'exploitant met notamment en œuvre un système d'abatage des poussières par pulvérisation d'eau. Ce système fait l'objet d'un entretien régulier et son bon fonctionnement est testé périodiquement. L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les procédures, consignes et attestations de formation du personnel de manutention des déchets amiantés
Constats : La pulvérisation manuelle est prévue par la procédure de chargement et de déchargement DM-P-85 du 08/04/2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 24 : Détection incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 5.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le bâtiment où se situe l'installation de transit d'amiante est muni d'une installation de détection automatique d'incendie couvrant l'ensemble des bâtiments du centre. L'alarme est télétransmise à une société de surveillance ou à un cadre d'astreinte, chargés de déclencher l'intervention des services de sécurité. Le type de détecteurs est déterminé en fonction de la nature des produits stockés.
Constats : Il est constaté la présence d'une centrale incendie et d'une détection automatique d'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 25 : Moyens de lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 5.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au minimum des moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; • de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ; • de 2 poteaux incendie à moins de 100 m de l'installation ; • d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles, et à proximité du local amiante. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.
<p>Constats : Il est constaté la présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; • de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ; • d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation <p>Il n'y a qu'un seul poteau incendie à moins de 100 m de l'installation. De plus ce poteau incendie à un débit de 40 m³/min ce qui est insuffisant.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité à l'article 5.5.2 de l'arrêté préfectoral du 26 juin 2020</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 26 : Moyens d'intervention et de maintenance.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 5.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention et de maintenance.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le personnel d'exploitation est initié et entraîné à l'utilisation des matériels d'intervention. L'exploitant établit un plan de lutte contre un sinistre comportant notamment les modalités d'alerte, la constitution et la formation d'une équipe de première intervention, les modalités d'évacuation, les modalités de lutte contre chaque type de sinistre et les modalités d'accueil des services d'intervention extérieurs. Les moyens de secours sont maintenus en bon état et contrôlés périodiquement à des intervalles ne devant pas dépasser un an, ainsi qu'après chaque utilisation. Ils sont repérés et facilement accessibles en permanence. L'exploitant fixe les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p>
<p>Constats : La liste du personnel formé est présentée. Un exercice incendie avec le SDIS a été réalisé en 2021 et un est préparé pour 2023 Les rapports des contrôles des équipements sont présentés.</p>
Observations : Il est nécessaire de fournir le plan de lutte contre un sinistre
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet